infOGM

Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

France – Edouard Philippe, un Premier ministre très « pro » (OGM, nucléaire, charbon…)

Par

Publié le 17/05/2017

Mardi 16 mai, Emmanuel Macron, président de la Ve République française, a nommé Édouard Philippe comme Premier ministre. Voici quelques éléments biographiques pour mieux cerner ce membre du parti Les Républicains.

Nommé Premier ministre le mardi 16 mai 2017, Édouard Philippe n'est pas "*un nouveau venu*" en politique. Il a été élu à plusieurs postes, depuis près de dix ans : Maire du Havre, conseiller d'Alain Juppé alors ministre de l'Environnement, etc.

Au-delà de ses responsabilités politiques, Édouard Philippe a travaillé de 2007 à 2010 comme « *directeur des affaires publiques chez Areva* », une multinationale française du nucléaire très controversée. L'Observatoire du nucléaire précise que, chez Areva, il était en charge notamment de « *s'assurer de la collaboration de parlementaires acquis au lobby de l'atome* ». Et d'ajouter qu'il a participé activement en 2008 à la signature de l'« *accord signé entre Areva et le pouvoir du Niger concernant l'exploitation de l'uranium, accord immédiatement contesté par le Mouvement des Nigériens pour la justice* ». Ce dernier élément est contesté : d'après l'entourage du Premier

ministre, ses activités se seraient limitées à la France, notamment les relations avec les parlementaires des régions où Areva est implantée. *Reporterre* [1] précise que le directeur de la Communication du Premier ministre, Charles Hufnagel, est lui aussi un ancien de chez Areva : au service presse entre 2002 et 2008, comme vice-président d'Areva Abu Dhabi entre 2008 et 2010 et enfin comme directeur de la communication d'octobre 2012 à décembre 2015.

"*Un productiviste tourné vers les énergies sales*"

Avant, il a travaillé dans le cabinet d'avocats Debevoise & Plimpton LLP. En septembre 2016, ce cabinet d'avocat d'affaires travaillait comme « *conseiller indépendant* » pour le Conseil d'administration de Monsanto [2] dans son opération de fusion avec Bayer.
Ce cabinet est très proche des industries semencières. Relevons par exemple que Christopher Smeall, un des associés [3] a participé à la création de AgReliant, un semencier étasunien, et il a représenté « *un important producteur de semences dans la commercialisation des betteraves à sucre Roundup-Ready® aux États-Unis* ». Et Daniel M. Abuhoff et Harry Zirlin, deux autres associés, ont réussi à faire annuler le moratoire obtenu en 2009 sur les cultures de betteraves transgéniques Roundup Ready. Ils ont défendu l'entreprise Betaseed, Inc. [4] (associée à Syngenta et Monsanto dans ce procès) ou encore Tom Vilsack, alors ministre de l'Agriculture de 2009 à 2017 sous la présidence de Barack Obama, face au Center for Food Safety [5]. Sur leur site, le cabinet d'avocats se félicite d'avoir obtenu l'autorisation pour ces betteraves transgéniques en 2012 « *sans restriction* ».

Député, il a voté contre la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages [6]. En cohérence avec son engagement en faveur de l'industrie, il a soutenu une des rares centrales à charbon de France, et espérait en janvier 2017 que les travaux de l'aéroport de Notre Dame des Landes puissent être engagés « *avant mai ou juin 2017* ». Ironie, il était membre de la Commission parlementaire du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Cité par *Le Monde*, Alexis Deck, unique conseiller municipal havrais d'Europe Écologie-Les Verts, conclut que « *Édouard Philippe a fonctionné pendant sept ans avec un vieux logiciel productiviste tourné vers les énergies sales. [...] Édouard Philippe a finalement eu peu de considération pour l'environnement au Havre. Je suis très inquiet qu'il reproduise cette attitude au niveau national*. » [7].

---

[1] https://reporterre.net/Le-directeur-de-la-communication-du-Premier-ministre-a-fait-sa-carriere-chez

[2] Board of Directors of Monsanto CO

[3] http://www.debevoise.com/christophersmeall

[4] L'entreprise Betaseed appartient à l'entreprise allemande KWS.

[5] http://www.leagle.com/decision/In%20FDCO%2020110613595/CENTER%20FOR%20FOOD%20SAFETY%20v.%20VILSACK

[6] Il a aussi voté contre la loi sur la transition écologique pour la croissance verte.

[7] « Édouard Philippe, un chef de gouvernement pas très « vert » », *Le Monde*, 16 mai 2017

Adresse de cet article : https://infogm.org/france-edouard-philippe-un-premier-ministre-tres-pro-ogm-nucleaire-charbon/